

Convention de l'ONU

LES DROITS DE L'ENFANT AU QUOTIDIEN



**Pour
toi!**

**PRO
JUVEN
TUTE**



Qu'est-ce que la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU?

La Convention relative aux droits de l'enfant est une Convention des Nations Unies (ONU). Les droits des enfants et des jeunes entre 0 et 18 ans y sont fixés en 54 articles. Elle est axée avant tout sur la protection, la promotion et la participation des enfants dans la société.

Comment la Convention est-elle appliquée?

La Convention est partie intégrante du droit suisse. Cela signifie que l'Etat s'engage à soutenir les familles dans leurs tâches éducatives – par le biais de lois et d'offres adéquates – sans imiter par là les droits des parents. La Convention ne peut cependant être mise en œuvre seulement au niveau du gouvernement. Elle doit l'être là où vivent les enfants: dans la famille, à l'école, dans la commune ou le quartier.

Qui en fait partie?

Tous les Etats du monde – sauf les Etats-Unis et la Somalie – ont ratifié cet accord. La Suisse y a adhéré le 24 février 1997.

L'égalité des droits (article 2)

Tous les enfants sont différents, mais tous ont les mêmes droits: aucun enfant ne doit être désavantagé en raison de son sexe, de sa couleur de peau, de ses origines, de sa langue ou de sa religion.

Amir va danser

La famille d'Amir vient du Nigéria, mais elle habite en Suisse depuis des années. Lorsque son village organise une disco pour les enfants, il décide de s'y rendre avec ses amis. Mais à l'entrée, les jeunes videurs ne laissent entrer que ses amis: la disco est pleine, il n'y a plus de place pour lui.

Amir se défend, car il suppose que l'argument du manque de place n'est qu'une mauvaise excuse. Ses amis le soutiennent de toutes leurs forces, tant et si bien qu'il peut finalement les suivre sur la piste de danse. Le soir, il raconte sa mésaventure à ses parents, qui en informent les organisateurs de la disco. Une semaine plus tard, Amir trouve une lettre d'excuse dans sa boîte aux lettres.





Le droit d'avoir un nom et une nationalité (article 7)

Tous les enfants ont le droit d'avoir un nom et une nationalité. Ils ont également le droit de connaître leurs parents.

Trois noms différents pour une seule famille

Le facteur a fini par s'y retrouver, mais bien d'autres personnes se demandent encore comment une même famille peut avoir trois noms différents.

Arthur porte le nom de son père, qui vit séparé de sa famille. Sa mère, qui s'est remariée, a repris son nom de jeune fille. Et bien entendu, le beau-père d'Arthur s'appelle encore autrement. Arthur aime porter le nom de son père: cela lui permet de garder un lien avec ce dernier même s'il ne le voit pas tous les jours.



Le droit de ne pas être séparé de ses parents (article 9)

Les enfants ne doivent pas être séparés de leurs parents contre la volonté de ces derniers – excepté en cas de maltraitance ou de négligence. Tous les enfants ont le droit d'entretenir des contacts avec leurs deux parents.

Et papa?

Les parents de Jean et Catherine divorcent. Il est d'ores et déjà décidé que les enfants vivront avec leur mère. Cette situation les inquiète, par peur de ne plus revoir leur père.

Les quatre membres de la famille règlent leur avenir avec l'aide d'une médiatrice: le père s'occupera de ses enfants un week-end sur deux et tous les mercredis soirs. Jean et Catherine sont soulagés: papa ne disparaîtra

Le droit d'exprimer son opinion et d'être entendu (article 12)

Les enfants sont souvent concernés par les décisions que prennent leurs parents. C'est pourquoi ils doivent pouvoir exprimer leur opinion et, si possible, la voir prise en considération.

Un cas (tout sauf) clair

Pour les parents de Simone, tout est clair: leur fille fera un apprentissage de vendeuse dans l'entreprise familiale. Mais Simone n'est pas de cet avis.

Comme elle adore les enfants en bas âge, Simone rêve d'être éducatrice de la petite enfance. Cela n'enchanté guère ses parents, qui doutent par ailleurs qu'elle trouve une place d'apprentissage dans ce domaine. Ils prennent néanmoins au sérieux le souhait de leur fille: ils l'en encouragent à prendre contact avec un service d'orientation professionnelle pour s'informer sur ce métier.



Le droit à la liberté d'opinion, de conscience et de religion (article 14)

Les pensées et convictions religieuses des enfants doivent être respectées.

La prière d'Anna

La famille d'Anna prie toujours avant les repas. Chez la maman de jour, ce n'est pas le cas: cela trouble la petite fille, qui ne sait pas comment se comporter.

Elle aimerait également prier chez sa maman de jour, mais n'ose pas lui avouer ce souhait. Les autres enfants vont-ils se moquer d'elle? Lorsque son papa vient la chercher le lendemain, il fait part des préoccupations de sa fille à la maman de jour. Cette dernière lui fait une proposition: pourquoi ne pas réunir tous les enfants pour chercher ensemble une solution permettant à Anna de prier tranquillement avant le repas? Cette idée enchante la petite fille, qui se met à y réfléchir sur le chemin du retour déjà.



Le droit à la liberté de réunion (article 15)

Les enfants ont le droit de se rencontrer et de se réunir pacifiquement.

Paula veut être de la partie

Chaque mercredi, les filles du quartier se rencontrent au centre de loisirs. Paula aimerait s'y rendre avec ses copines, mais son père s'y oppose.

Il n'est pas rassuré à l'idée que sa fille fréquente des gens et des endroits qu'il ne connaît pas. Paula lui explique pourquoi elle tient à ces rencontres: les filles montent une pièce de théâtre. Les répétitions débutent la semaine prochaine, et la répartition des rôles a lieu aujourd'hui même! Après ces explications, le père comprend mieux le souhait de Paula et peut s'imaginer à quoi ressemblent ces rencontres. Après avoir décidé avec elle de l'heure à laquelle elle doit rentrer, il la laisse partir l'esprit tranquille.

Le droit à une sphère privée (article 16)

Les enfants ont le droit d'avoir des secrets et une sphère privée: personne ne doit fouiller dans leurs affaires, épier leurs conversations ou lire leur journal intime et leurs lettres.

Pas touche au courrier électronique de Nina!

Depuis quelques temps, Nina, 12 ans, se barricade dans sa chambre: elle y reste des heures à lire et envoyer des e-mails.

Sa mère s'en inquiète. Elle sait bien qu'il lui suffirait d'ouvrir la boîte aux lettres électronique de sa fille pour comprendre cette situation. Mais elle ne veut pas s'immiscer dans les affaires de Nina. Un soir, elle prend son courage à deux mains et engage la discussion sur ce sujet. D'abord, Nina hésite et ne répond que laconiquement. Plus tard, elle dévoilera toutefois à sa mère le violent conflit qui oppose les filles de sa classe.



Le droit à la protection contre la maltraitance (article 19)

Les enfants doivent être protégés contre la violence, les mauvais traitements, l'exploitation et la négligence – que ce soit par des lois ou par des offres d'entraide et de soutien proposées aux mineurs comme aux adultes.

La peur de Pascal

Lorsque le père de Pascal a trop bu, il devient violent: il insulte son fils et parfois même, le frappe.

Un soir, c'était si horrible que Pascal s'est enfui chez sa voisine. Prise au dépourvu et effrayée, Mme Dupont laisse d'abord pleurer l'enfant; puis, lorsqu'il s'est un peu calmé, elle l'écoute. Pascal est soulagé: il peut enfin confier ouvertement ce qui lui arrive à quelqu'un. Mais sa peur est toujours là. Que faire maintenant? Mme Dupont promet au garçon de parler à sa mère. Elle encourage également Pascal à demander le soutien de professionnels auprès du 147, ligne d'aide téléphonique de pro jeunesse. Pascal a toujours peur; mais il est, pour la première fois, convaincu que les choses vont changer.





Le droit de jouir du meilleur état de santé possible (article 24)

Tous les enfants ont le droit de vivre en bonne santé. A cet effet, ils doivent pouvoir s'alimenter correctement, dormir suffisamment, bénéficier d'assistance médicale et disposer d'informations sur la prévention des accidents. Enfin, ils doivent savoir ce qui est bon pour la santé et ce qui rend malade.

Robin et Raoul sont seuls à la maison

Durant la semaine, Robin et Raoul se retrouvent seuls à la maison durant leur pause de midi. La plupart du temps, ils mangent des chips et des saucisses devant la télévision.

Leur maman ne peut pas quitter son travail à midi et ne trouve pas d'autre emploi pour l'instant. Certes, elle cuisine pour ses fils le soir; mais le fait qu'ils soient livrés à eux-mêmes et qu'ils mangent mal à midi la préoccupe beaucoup. La commune ne propose ni garderie ni cantine. Aussi aborde-t-elle le thème de la cantine scolaire lors d'une réunion des parents d'élèves. A sa grande surprise, le sujet intéresse également d'autres parents.



Le droit à l'éducation (article 28)

Tous les enfants doivent être égaux devant l'éducation et la formation. L'enseignement primaire doit être obligatoire et gratuit. Les enfants qui en ont les capacités doivent avoir la possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur indépendamment du budget familial.

Qui doit payer?

Agon a largement les capacités pour entrer au gymnase. Toutefois, sa mère ne s'en réjouit pas vraiment, car elle vit seule et très modestement avec son fils.

Et comment faire pour payer l'abonnement de train, les repas à la cantine, les voyages d'étude et les livres? Agon veut absolument rentrer au gymnase. Son professeur le soutient dans son choix: il convoque sa mère pour un entretien et lui explique comment demander une bourse.

Le droit aux loisirs, au jeu et au repos (article 31)

Tous les enfants ont le droit de jouer, de se reposer, d'avoir des loisirs ainsi que de participer à la vie culturelle et artistique.

Timothée vient plus tard

Tous les enfants du voisinage jouent dans la cour, à l'exception de Timothée: il débarrasse la table et fait la vaisselle. C'est son travail après le repas.

Bien entendu, le garçon de huit ans a lui aussi le droit de s'amuser. Mais auparavant, le devoir l'appelle. Se plaindre ne sert à rien, il connaît la règle: d'abord la cuisine, ensuite le jeu. Un quart d'heure plus tard, il a terminé: la table et la vaisselle sont propres, Timothée peut chausser ses baskets.



Le droit d'être protégé contre l'exploitation sexuelle (article 34)

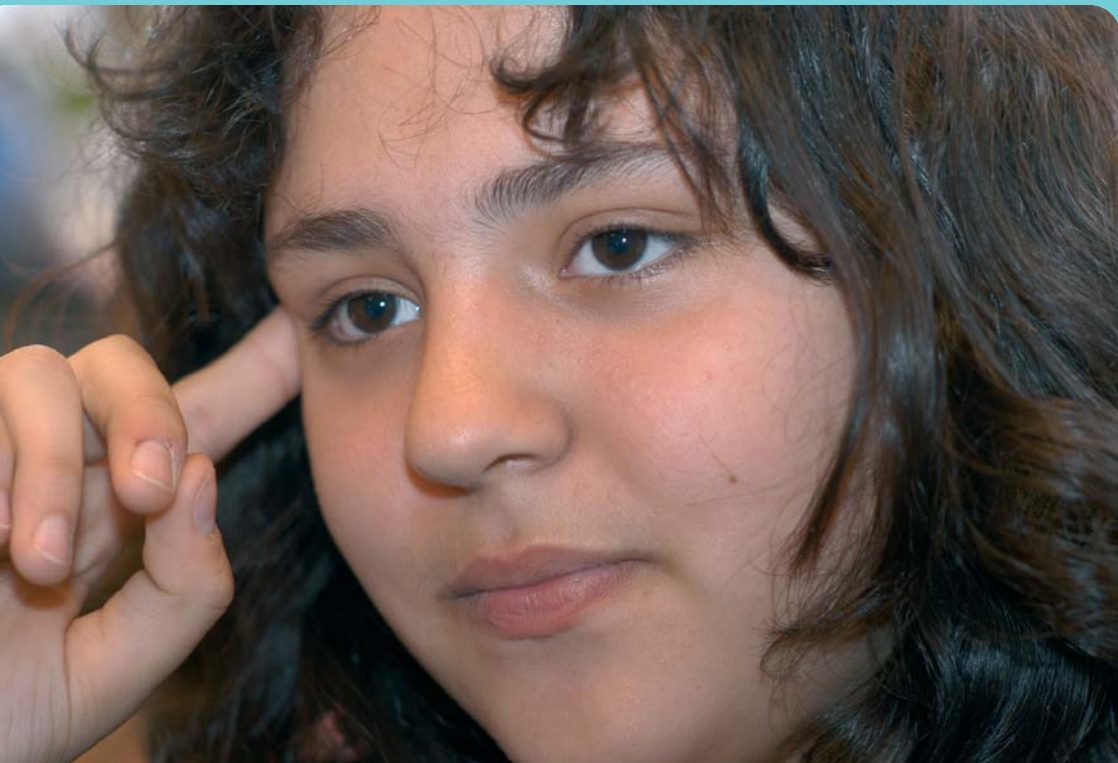
Tous les enfants ont le droit d'être protégés des abus sexuels. La prostitution et les représentations à caractère pornographique sont interdites.

Andy, le copain virtuel

Leila chatte tous les jours, c'est d'ailleurs comme ça qu'elle a fait la connaissance d'Andy sur Internet. Maintenant, ce dernier veut la rencontrer.

Leila ne sait rien ou presque de lui, mis à part qu'il aime la photo et qu'il désirerait prendre quelques clichés d'elle. Ses parents voient cela d'un mauvais oeil: ils informent leur fille des risques qu'elle encourt à faire des rencontres par le biais d'Internet. L'adolescente de 14 ans commence à se méfier. Aussi accepte-t-elle que son père l'accompagne à son rendez-vous et en informe Andy. Ce dernier ne semble guère enchanté: il rompt tout contact avec Leila.

Photos première page, pages 8, 13: Alessandro Della Bella
Les autres photos: Barbara Keller



Comment pouvons-nous, en tant qu'adultes, nous engager pour les droits de l'enfant?

En faisant participer les enfants aux décisions qui les concernent aussi:

- Laisser les enfants faire des projets de vacances ou d'excursions et prendre les décisions ensemble.
- Prendre en considération les propositions des enfants pour l'aménagement de leur chambre et les aider à les mettre en œuvre.
- A l'école, élaborer ensemble le nouveau règlement ou faire des projets pour réaménager la cour de récréation.
- Dans les associations, planifier et organiser le programme en faisant participer les enfants.

En informant les enfants:

- Discuter des droits de l'enfant à l'école, au sein de la famille ou d'une société.
- Informer les enfants des offres culturelles.
- Parler aux enfants des offres de conseil ou d'information.

En nous engageant pour les enfants au niveau politique:

- Soutenir, dans la commune, les offres touchant à la politique de l'enfance comme les cantines scolaires, les horaires continus ou les places de crèche.
- Exiger des espaces mieux adaptés aux enfants.

En proposant de l'«espace» aux enfants:

- Donner aux enfants de l'espace et des possibilités de jouer dans leur environnement immédiat.
- S'engager pour une «page des enfants» dans le journal local.



Pour les enfants et les jeunes vivant en Suisse.

Pro Juventute s'engage pour que les enfants et les jeunes vivant en Suisse voient leurs besoins comblés et leurs droits respectés. Chaque jeune doit avoir la possibilité de se développer en un adulte sain, capable de discernement et capable de prendre des responsabilités pour lui-même et pour la société.

Pro Juventute fêtera ses 100 ans en 2012. Elle se définit comme une fondation privée, politiquement indépendante et confessionnellement neutre.



PRO JUVENTUTE

Thurgauerstrasse 39

Case postale

8050 Zurich

Tél. 044 256 77 77

Fax 044 256 77 78

info@projuventute.ch

projuventute.ch

CP 80-3100-6



**Pour
toi!**

**PRO
JUVEN
TUTE**